

EXPEDITION du JUGEMENT

REPUBLIQUE FRANCAISE

N° 202 d'ordre annuel

(Art. 96 du Code de Justice
Militaire)

N° 202 de la série
générale

- - - - -

Date du crime ou du délit :
Ct. 1943 et 1944

JUGEMENT FAISANT SUITE AU JUGEMENT RENDU PAR LE TRIBUNAL MILITAIRE
PERMANENT DE MULHOUSE, LE 24 DECEMBRE 1952, CASSE ET ANNULÉ EN CE QUI CONCERNE
WAAGEN ET RICKENBACH, PAR ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION EN DATE DU 14
JANVIER 1954.

J U D E M E N T

RENDU PAR LE TRIBUNAL MILITAIRE DES FORCES ARMÉES DE LYON
SÉANT À LYON

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Tribunal Permanent des Forces Armées de LYON
a rendu le jugement dont la teneur suit :

Ce jourd'hui Onze Mai mil neuf cent cinquante quatre,

Le Tribunal Permanent des Forces Armées de LYON, composé conformément à
la loi, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, en audience
publique,

A l'effet de juger : 1^e) le nommé RICKENBACH, Otto,
fils de feu Wilhelm et de ULLACH Wilhelmine, né le 11 Mars 1901 à
KUPPICHENBACH, arrondissement de COLOGNE (Allemagne), profession de
professeur de médecine, résidant à KUPPICHENBACH, arrondissement de
COLOGNE (Allemagne).

Taille d'un mètre 750 millimètres, cheveux blonds, yeux bleus, front bombé,
nez rectiligne, visage ovale - Etat : Marié, deux enfants.

Repos gencives physiologiques complémentaires : -
Marques particulières : Cicatrice au dessus de la lèvre supérieure,
côté droit.

N° matricule en corps : - , au recrutement : -

Civil de nationalité allemande.

Au moment des faits, professeur de biologie à l'Université de SPASCHBURG
Non prisonnier de guerre

Accusé de : " EMPOISONNEMENT " et " ASSASSINAT VOLONTAIRE DE
SUPSTANCES SUISSSES à la SANTÉ "

(Crimes de guerre)

Antécédents judiciaires : Rendant au casier.

DECLASSIFIED AND RELEASED BY
CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY
SOURCES METHODS EXEMPTION 3B2B
NAZI WAR CRIMES DISCLOSURE ACT
DATE 2001 2006

OVER

CONTROL
U.S. OFFICIALS ONLY

Le Juge a été rendu le 14 Mai 1954

CONTROL

U.S. OFFICIAL
(Formule 39 bis) S.C.

EXPÉDITION DE JUGEMENT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 262 d'ordre annuel

(Art. 96 du Code de Justice
Militaire)

N° 262 de la série
générale

- - - - -

Date du crime ou du délit :
Ct. 1943 et 1944

JUGEMENT faisant suite au jugement rendu par le Tribunal Militaire Permanent de METZ, le 24 Décembre 1952, cassé et annulé en ce qui concerne WAAGEN et "ICKEBACH", par Arrêt de la Cour de Cassation en date du 14 Janvier 1954.

J U D G E M E N T

rendu par le TRIBUNAL PERMANENT DES AFFAIRES DE LYON
séant à LYON

À L' NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Tribunal Permanent des Forces Armées de LYON
a rendu le jugement dont la teneur suit :

Ce jourd'hui Onze Mai mil neuf cent cinquante quatre,

Le Tribunal Permanent des Forces Armées de LYON, composé conformément à la loi, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, en audience publique,

A l'effet de juger : 1°) le nommé RICKEBACH, Otto,
fille de feu Wilhelm et de Wilhelmine, n° le 11 Mars 1901 à
"PFEICHTENBACH", arrondissement de COLOGNE (Allemagne), profession de
professeur de médecine, résidant à KUPPICHENBACH, arrondissement de
COLOGNE (Allemagne).

Taille d'un mètre 750 millimètres, cheveux blonds, yeux bleus, front bombé,
nez rectiligne, visage ovale - Etat : Marié, deux enfants.

Repos gencives par sionsques complémentaires : -
Marques particulières : Cicatrice au dessus de la lèvre supérieure,
côté droit.

N° matricule en corps : - , au recrutement : -

Civil de nationalité allemande.

Au moment des faits, professeur de biologie à l'Université de STRASBOURG
Non prisonnier de guerre

Accusé de : "empoisonnement" et "AVERTISSEMENT VOLONTAIRE de
SUSPACES SUSCITÉS à la SANTÉ"

(Crimes de guerre)

Antéécents judiciaires : Néant au casier.

MENTIONS MARGINALES :

1°- Pourvoi formé par le condamné BICKENBACH OTTO, rejeté par arrêt de la Cour de Cassation en date du 28 Décembre 1954, dont un extrait est parvenu au Greffe du Tribunal Permanent des Forces Armées de Lyon le 21 Janvier 1955 .-

2°- Pour HAAGEN: Commutation de la peine de 20 ans de travaux forcés en dix ans d'emprisonnement à compter de l'incarcération de fait .- (Arrêt du 5 Janvier 1955- Notification n° 302/JM/3 du 7 Janvier 1955 .-

3°- Pour BICKENBACH OTTO. Par Décret du 14 Juin 1955, commutation de la peine de 20 ans de travaux forcés en celle de dix ans à emprisonnement à compter de l'incarcération de fait .- (Notification n° 698G/JM/3 du 14 Juin 1955 .-

4°- Pour HAAGEN: Par Décret du 4 Juillet 1955 pris à l'occasion de 14 Juillet 1955, remise de seize mois d'emprisonnement .- (Notification n° 8127-DR/JM/3 du 13 Juillet 1955 .-

5°- Pour BICKENBACH: Par décret du 4 Juillet 1955, pris à l'occasion du 14 juillet 1955, remise de dix huit mois d'emprisonnement .- (Notification n° 8118-DR/JM/3 du 13 Juillet 1955 ./.

1^{er}) le nommé WILHELM H. HUGEN, fils de feu Kurt et de feu ERICHE SLERID, né le 17 Juin 1888 à WILHELM (Allemagne), profession de Professeur en médecine - domicilié à WILHELM-BUCH - Lingenbergerweg n° 70 (Allemagne)

Etat : divorcé, un enfant.

Taille de un mètre 720 millimètres - cheveux châtain, yeux gris, barbe rousse, bouche moyenne, visage ovale, teint clair.

Civil de nationalité allemande.

Au moment des faits Médecin-Major de la Luftwaffe, professeur d'hygiène à l'Université de STRASBOURG.

Non prisonnier de guerre.

Accusé de : EMPOISONNEMENT

Antécédents judiciaires : NIANT au casier.

La séance ayant été ouverte, le Président a fait apporter et déposer devant lui sur le bureau un exemplaire du Code de Justice Militaire, du Code d'Instruction Criminelle et du Code Pénal, et ordonné à la garde d'aboyer les accusés qui ont été introduits litres et sans faire devant le Tribunal, accompagnés de leurs délégués :

1^{er}) choisis par l'accusé HICKENBACH :

- M. ELLIOT, avocat au Barreau de STRASBOURG,
- M. FAUTRIER, avocat au Barreau de METZ,
- M. FLOCHET, avocat au Barreau de PARIS.

2nd) choisis par l'accusé HAAZEN :

- M. FAUTRIER, avocat au Barreau de METZ,
- M. DE CHOURBIE de la FRANCLIE, avocat au Barreau de PARIS,
- M. PERAIRE, avocat au Barreau de LYON
- M. VILLIN, avocat à WILHELM.

Monsieur SAVOZ, majeur, interprète de langue allemande, a prêté le serment prescrit par l'article 388 du Code d'Instruction Criminelle et a assisté le Tribunal pendant toute la durée des débats, chaque fois qu'il en a été requis.

Monsieur CAMBON, majeur, interprète de langue anglaise, a prêté le serment prescrit par l'article 388 du Code d'Instruction Criminelle et a assisté le Tribunal pendant toute la durée des débats, chaque fois qu'il en a été requis.

Interrogés de leurs noms, prénoms, âges, lieux de naissance, états, professions et domiciles, les accusés ont répondu se nommer :

1^{er}) WILHELM HUGEN, 56 ans, né à WILHELM (Allemagne) - professeur de médecine, domicilié au lieu de naissance, marié, deux enfants - au moment des faits, professeur de biologie à l'Université de STRASBOURG.

2nd) WILHELM HUGEN, 56 ans, né à WILHELM (Allemagne), professeur de médecine, marié, un enfant, domicilié à WILHELM-BUCH, Lingenbergerweg, n° 70 - au moment des faits, Médecin-Major de la Luftwaffe, professeur d'hygiène à l'Université de STRASBOURG.

Le Président, après avoir fait lire par le greffier l'ordre de convocation, la défense ayant prénoté le revoi devant le Tribunal, l'acte d'accusation du Commissaire du Gouvernement et les pièces dont la lecture lui a paru nécessaire, a fait, en outre aux accusés les faits à raison desquels ils sont poursuivis et leur a demandé, ainsi qu'au défenseur allemand, l'entendre lire l'acte d'accusation.

La séance ayant été ouverte, le Président a fait apporter et déposer devant lui sur le bureau un exemplaire du Code de Justice militaire, du Code d'Instruction Criminelle et du Code Pénal, et ordonné à la garde d'assurer l'accusés qui ont été introduits libres et sans force devant le Tribunal, accompagnés de leurs défenseurs :

1^o) choisis par l'accusé MICKENPACH :

- M. PELLE, avocat au Barreau de ST ASIENNE,
- M. VIALLEMY, avocat au Barreau de METZ,
- M. PLOIOT, avocat au Barreau de PARIS.

2^o) choisis par l'accusé HAAGEN :

- M. VIALLEMY, avocat au Barreau de METZ,
- M. GLOUMLIN de la PAILLIE, avocat au Barreau de PARIS,
- M. MARCHAL, avocat au Barreau de LIXON
- M. KERLIER, avocat à PARIS.

Monsieur SALVOZ, major, interprète de l'allemand, a prêté le serment prescrit par l'article 386 du Code d'Instruction Criminelle et a assisté le Tribunal pendant toute la durée des débats, chaque fois qu'il en a été requis.

Monsieur PAILLIER, major, interprète de la langue anglaise, a prêté le serment prescrit par l'article 386 du Code d'Instruction Criminelle et a assisté le Tribunal pendant toute la durée des débats, chaque fois qu'il en a été requis.

Interrogés de leurs noms, prénoms, âges, lieu de naissance, états, professions et domiciles, les accusés ont répondu de la manière suivante :

1^o) MICKENPACH Otto, 55 ans, né à HÜFFIGENROCH (Allemagne) - professeur de médecine, domicilié au lieu de naissance, marié, deux enfants - au moment des faits, professeur de biologie à l'Université de STRASBOURG.

2^o) HAAGEN, Eugen, 56 ans, né à HÜLLIN (Allemagne), professeur de médecine, marié, un enfant, domicilié à HÜLLIN FUCH, Linderbergerweg, n° 70 - au moment des faits, Médecin-Major de la Luftwaffe, professeur d'hygiène à l'Université de ST ASIENNE.

Le Président, après avoir fait lire par le greffier l'ordre de convocation, la décision ayant prononcé le renvoi devant le Tribunal, l'acte d'accusation du Commissaire du Gouvernement et les pièces dont la lecture lui a paru nécessaire, a fait connaître aux accusés les faits à raison desquels ils sont poursuivis et leur a donné, ainsi qu'au défenseur allemand, l'avertissement indiqué en l'article 79 du Code de Justice militaire.

April : quoi, il a procédé à l'interrogatoire des accusés.

OVER
CONTROL

VLS

WILLY

soixante heures, au cours de l'interrogatoire de l'accusé EICKENBACH, l'accusé RAAGEN présentant des siens de faiblesse, l'audience est suspendue et le Président convie Monsieur le Médecin Capitaine VIRET aux fins d'examiner l'accusé RAAGEN.

A la reprise, le Médecin Capitaine VIRET expose au Tribunal que l'état de santé de l'accusé RAAGEN ne lui permet pas, pour l'instant, d'assister aux débats mais que, selon toute vraisemblance, cette indisponibilité n'est que passagère.

Le Président, du consentement unanime des parties et notamment des défenseurs de l'accusé RAAGEN, décide que les débats se poursuivront en l'absence dudit accusé et requiert le greffier de lui donner lecture en fin d'audience du procès-verbal des débats et, éventuellement, de lui signifier copie des réquisitions du Ministère Public et des jugements rendus, le tout conformément aux dispositions prévues par l'article 76 du Code de Justice Militaire.

Après quoi, le Président a continué l'interrogatoire de l'accusé EICKENBACH et a fait entendre publiquement et séparément les témoins à charge SIMONIN et WALTER, lesdits témoins ayant au préalable prêté serment à parler sans haine et sans crainte, juré de dire toute la vérité et rien que la vérité ;

Et le Président ayant, en outre, rempli à leur égard les formalités prescrites par les articles 317 et 318 du Code d'Instruction Criminelle.

A 12 h. 45, après l'audition du témoin WALTER, le Président, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, a déclaré suspendre les débats pour permettre aux membres du Tribunal, aux interprètes, aux défenseurs, aux témoins et aux accusés de se reposer. Il en a ordonné la reprise au lendemain à 8 h. 30 ; il a invité les membres du Tribunal, les interprètes et les défenseurs à se réunir et requis l'accusé présent de comparaître à l'heure fixée, accusé des peines de droit, conformément à l'article 86 du Code de Justice Militaire.

Le Président
Signé : NOUÉAU

Le Greffier :
Signé : DAVOIN.

Ce jourd'hui leu 9 Mai mil neuf cent cinquante quatre, à 11 heures, préalablement à l'ouverture de l'audience publique, le Commissaire du Gouvernement, le Greffier et l'interprète d'allemand, se sont rendus dans la salle réservée aux détenus où, en présence des défenseurs de l'accusé RAAGEN, lecture est donnée à ce dernier du procès-verbal des débats qui se sont déroulés la veille du présent jour, hors sa présence.

Et à 8 heures 30, le Tribunal composé des mêmes Président, juges, Ministère Public, greffier et interprètes, s'est réuni en audience publique au lieu ordinaire de ses séances, pour la continuation des débats.

La séance ayant été ouverte, le Président a fait apporter et déposer devant lui sur le bureau, un exemplaire du Code de Justice Militaire, du Code d'Instruction Criminelle et du Code pénal ordinaire et a ordonné à la garde d'amener les accusés qui ont été introduits libres et sans fers, accompagnés de leurs défenseurs susdésignés.

Le Président a fait faire l'appel des témoins qui se sont retirés dans la salle où leur est destinée, à l'exception des témoins ayant déjà déposé, qui sont restés dans l'auditoire.

Le Président a ensuite interpellé l'accusé RAAGEN sur le point de savoir s'il avait des observations à présenter ; il a reçu une réponse négative.

Puis il a fait entendre publiquement et séparément les témoins à charge BLANC, GÖTTSCHE, ROGGENS, MÜFFEL, WALTER et NOUÉAU, lesdits témoins ayant au préalable prêté serment de parler sans haine et sans crainte, juré de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Et le Président ayant, en outre, rempli à leur égard les formalités

Professeur JULIUS P. POULSON, domicilié à CALO (Norvège) Åbergfors, n° 36, invité à disposer à l'audience de ce jour, ne s'est pas présenté.

Le témoin M. ALPHONSE, réulièrement cité par l'accusation et qui a reçu signification de ledite citation en son domicile à LAGONDALIE (Mossel) le 20 juillet 1908, n'a pas répondu à l'appel de son nom fait par l'huissier de service.

Le complotement organisé des partisans, le Tritium, par l'ordre de son Président, déclare que non dans l'heure sont extraites et dévoilées de passer autre sur l'abattoir.

De ce qui dépend le moins de la partie : le

- il est renoncé à la lecture des articles de la procédure constitutée par les déclarations du témoin DAUER ;
- il est dressé l'acte par le greffier des déclarations du professeur GUILLOU, figurant au dossier de la procédure, à la demande du Ministère public.

Les parties sont alors invitées à formuler leurs observations.

En cette fin quai, à 16 heures, le Président, en vertu de son pouvoir discrétaire, a déclaré suspendre les débats pour permettre aux membres du Tribunal, aux Interprètes, aux témoins et aux accusés de se reposer. Il en a ordonné le rappel au lendemain à 8 h. 30 : il a invité les membres du Tribunal, les Interprètes et les témoins à se réunir et reçus les accusés de communiquer à l'heure fixée, sous les peines de droit, conformément à l'ordre et du code de Justice militaire.

60 1986-87 :
51,750 : 1987-88

Le Groffier
S. 26 : 1402. M.

Et ce jour d'aujourd'hui, treize mai mil nov' cent cinquante et deux de l'an 50
le Tribunal, composé des mêmes Président, Juges, Ministre Public, et Officier
et Interprète, n'est réuni en audience solennelle au lieu ordinaire de ses
s'assemblage pour la continuation des débats.

Le shériff ayant été ouvert, le préfet n'a fait à torter et déposer devant lui, sur le banc, le préfet de police, au rôle de juge militaire, du code d'officier Ben Grinelli et du rôle pénal ordinaire et a ordonné à la garde d'emmener les accusés qui ont été introduits, liés et sans fers, accompagnés de leurs défenseurs socialistes.

Le Président a fait faire l'appel des témoins qui se sont retirés dans la salle qui leur est réservée, à l'exception des témoins ayant déjà déposé, qui sont restés dans l'audience.

Le Président ayant, en outre, été lié à leur égard par les formalités de ces deux dernières articles 518 et 519 du code d'instruction criminelle.

a reçu signification de ladite citation en son domicile à L'AUVERGNE (Avec 1 rue Goutte, n'a pas répondu à l'ordre de son non fait par l'huissier de service.

On conseilleront-veut-être ces parties, le Tribunal, par l'organe de ses Président, siéger que sur deux séances sont convenies et déclés de passer autre sur l'abat.

De ce sont-ils unis dans ce parti et

- il est renvoyé à la lecture des titres de la procédure constitutives par les déclarations du témoin TAILLÉ ;
- il est donné lecture par le juge au dossier de la procédure, à la demande du ministère public.

Les portes sont alors ouvertes à formulier leurs observations.

Ensuite de quoi, à 10 heures, le Président, en vertu de son pouvoir d'initiative, a déclaré suspendre les débats pour permettre aux membres du Tribunal, aux Interprètes, aux Défenseurs, aux témoins et aux accusés de se reposer. Il en a ordonné la reprise au lendemain à 11 h. 30 ; il a invité les membres du Tribunal, les Interprètes et les Défenseurs à se réunir et reçus les membres de l'ambassade à 11 heure du matin, sous les paliers du Tribunal, en conformité à l'article 5 du code de Justice militaire.

Be the best 3
days in my life

So groß ist
S. L. 25: 147, 11.

Et ce jour d'aujourd'hui, le 1^{er} octobre 1911, en cinq ans, entre à la ³⁰ le Tribunal suprême des mines Président, Juge, Ministre public, ^{officier} et interprète, n'est réuni en audience solennelle au lieu ordinaire de ses audiences pour la soutenance des thèses.

Le gîte ayant été ouvert, le brigadier a fait porter et déposer devant lui, sur le bureau, le fusil dont le code de Justice militaire, du code d'Instruction Criminelle et du code pénal ordinaire et ses ordonnances à la partie d'arrêter les personnes qui ont été introduites, liées et sens fers, accusant ainsi à leurs défendeurs succinquiée.

Le Président a fait faire l'appel des témoins qui se sont retirés dans la salle qui leur est réservée, à l'exception des témoins ayant déjà déposé, qui sont restés dans l'audience.

Après quoi, le Président a fait enlever les témoins à charge :
M. LE TANNEUR, M. LEST, M. MELL et les déposer à l'échange à MITSCH,
M. LAG, M. LEBEL, M. LE GAT, M. LEC. BICK, M. LERAY, M. LEROUX, M. LATTES, M. LAVIGNE,
M. LE PASSEUR, M. LE QUESA, les deux témoins ayant en préalable prêté
serment de parler sans haine ou sans envie, jure de dire toute la vérité
et rien que la vérité.

Et le Président ayant dit, en outre, que l'il leur dégagé les responsabilités
prises avec les officiers SM et fils du corps d'infanterie criminelles.

Le témoin à charge GERMANS Hens, Géorégateur, domicilié à NOTTEBACH (Luxembourg), cité par l'accusation, n'a pas été touché par l'agent signalateur.

Sur consentement unanime des parties, le Tribunal, par l'organe de son Président, déclare qu'il sera passé outre au témoignage.

Le témoin GERMANS HENRICH, actuellement détenu à la maison d'Arrêt de METZ, régulièrement cité et mis à la disposition de l'accusation, a pu être entendu pour raison de santé.

Le Professeur HANS WILHELM, Directeur de l'Hôpital "Peyererschoff" à KOBLENZ (Allemagne) et le nommé WILHELM KURT COMTELLIS à STUTTGART (Allemagne), témoins régulièrement cités et notifiés par la défense n'ont pas répondu à l'appel et leur nom fait par l'huissier du service.

Sur consentement unanime des parties, le Tribunal, par l'organe de son Président, déclare ces trois témoins écartés et qu'il sera passé outre au témoignage.

Enfin, les parties ont, d'un consentement unanime, renoncé à l'audition des témoins GERMANS Hens et HENRICH, régulièrement cités et notifiés par la défense, lesquels témoins ont répondu à l'appel de leur nom.

Le Tribunal, par l'organe de son Président, a donc mis parties d'accord de cette renonciation et ordonné qu'il soit passé outre aux témoins.

aussitôt après, à la demande, le Président, averti de son pouvoir d'arrêto-mise, a ordonné au greffier les délais pour permettre aux membres du Tribunal, aux interprètes, aux défenseurs et aux accusés de se reposer. Il en a informé la partie au lendemain à 9 h. 30 ; il a invité les membres du Tribunal, les interprètes et les défenseurs à se réunir et réglé les accusés de comparution à l'heure indiquée, sous les peines de urtie, conformément à l'article 16 du Code de Justice militaire.

Le Président :
Signé : M. MAU

Le greffier :
Signé : M. MULLER.

Le jour qui quatorze mai ait lieu devant l'assistance quatorze juges, le Tribunal composé des mêmes Président, juges, ministre public, greffier et interprètes, s'est réuni en audience publique au lieu ordinaire de son séance, pour la confirmation des faits.

Le juge et le greffier, le Président fait reporter et déclarer devant lui, sur le bureau, le greffier du Code de Justice militaire, le Code d'Instruction Criminelle et du Code pénal ordinaire et un code d'ordre d'amener les accusés qui ont été interpellés libres et sans fers, accompagnés de leurs défenseurs signés.

Le greffier, le Président fait entendre régulièrement le témoignage de l'agent signalateur, lequel témoignage, au préalable, pété serment de déclarer la vérité à son agent, jure de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Le Président ayant en main, devant à son égard les formalités prescrites par les articles 17 et 18 du Code d'Instruction Criminelle.

Sur demande le témoignage du témoin est accepté et l'assistance ayant à ce que l'on se voit dans l'obligation de voter, déclenche en ce sens un rapport à l'ordre du jour, lequel rapport fait l'effet de

Le procureur à la cour militaire, directeur de l'Hôpital "poyerorschof" à KÖLN (Allemagne) et le notaire à KÖLN M. H. J. DENTZEL à STEINBACHEN (Allemagne), tous deux évidemment cités et notifiés par la défense n'ont pas répondu à l'appel de leur nom fait par l'huissier ce service.

Le consentement unanime des parties, le tribunal, par l'organe de son président, déclare ces trois témoins inutiles et qu'il sera passé outre aux débats.

Enfin, les parties ont, à l'unanimité unanime, renoncé à l'audition des témoins D'HAUTENS et VONNEKIRCH, régulièrement cités et notifiés par la défense, lequel témoins ont répondu à l'appel de leur nom.

Le tribunal, par l'organe de son président, a donc fait part des effets de cette renonciation et ordonné qu'il soit pris entre ces débats.

aussitôt après, à la hauteur, le président, au nom de son pouvoir d'instruction, a déclaré suspendre les débats pour permettre aux parties au tribunal, aux interprètes, aux accusés et aux défenseurs de se reposer. Il a également déclaré au lendemain à 8 h. 30 ; il a invité les membres du tribunal, les interprètes et les défenseurs à se réunir et reçus les accusés de comparaître à l'heure fixée, sous les pénalités de droit, conformément à l'article 16 du Code de Justice militaire.

Le Président :
Signé : M. MAU

Le Procès :
Signé : M. MAU

Le jour d'aujourd'hui quatre malades furent interrogés quatre, à l'heure 30, le tribunal composé des mêmes Président, Juge, Ministre Public, greffier et Interprète, s'est réuni en audience publique au lieu ordinaire de ses séances, pour la continuation des débats.

La séance ayant été ouverte, le Président a fait apporter et déposer devant lui, sur la surnom, un exemplaire du Code de Justice militaire, du Code d'Instruction Criminelle et du Code pénal ordinaire et a rappelé à la garde d'amener les accusés qui ont été introduits libres et sans fers, accompagnés de leurs défenseurs aux siens.

Le susdit, le Président a fait entendre publiquement le serment à déclarer vrai ; ledit témoignage ayant, au préalable, prêté serment de parler sans fausse et sans crainte, juro de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Le Président ayant en suite, rappelé à son sujet les formalités prescrites par les articles 17 et 18 du Code d'Instruction Criminelle.

Sur l'ordre du Commissaire du Gouvernement et ses réquisitions tendant à ce que les accusés soient déclarés coupables, dressé en ce sens par les procureurs, des faits qui leur sont reprochés dans l'arrêt de leur procédure, des faits qui leur sont reprochés dans l'arrêt de leur procès et à ce qu'ils leur soit porté application des articles 301, 302, 313 § 7 du Code Pénal et de l'ordonnance du 22 Août 1914 relative à la répression des crimes de guerre.

Et où les accusés dans leurs moyens de défense, tant par eux que par leurs avocateurs, lesquels ont déclaré n'avoir rien à ajouter à leurs moyens de défense et ont où la parole les concernera.

Avant de clore les débats, le Président a fait connaître qu'en vertu de son pouvoir discrétaire, il poseroit, en cas de réponse négative à la question principale ou ce qui concerne l'accusé HÄGER, la question subsidiaire d'Administrati n volontaire de substances nuisibles à la santé dans les termes de l'article 317 § 7 du code pénal.

Les parties ont été invitées à présenter leurs observations.

Puis le Président a déclaré les débats terminés, fait connaître les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats qui seront posées aux juges et il a ordonné aux accusés de se retirer.

Les accusés ont été reconduits par l'escorte à la prison ; le Tribunal s'est retiré dans la chambre des délibérations.

Le Tribunal délibérant à huis clos et ayant sous les yeux les pièces de la procédure, le Président a posé les questions, conformément à l'article 50 du Code de Justice militaire, ainsi qu'il suit :

1^e question - Le nommé HÄGER Eugen, civil de nationalité allemande, au moment des faits accusé - injar de la Luftwaffe, professeur d'hygiène à l'Université de STASOVSK (Ras-Blin), est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, à NATZHEILIG (Ras-Blin) au lieu dit " STRUMOR ", en tout cas en France, courant 1944, durant les hostilités, en tout cas depuis temps non prescrit, volontairement attenté à la vie de quarante personnes non identifiées, par l'effet de substances qui pouvoient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

2^e question - Le nommé KICKNIRAU Otto, civil de nationalité allemande, au moment des faits, professeur de Biologie à l'Université de STASOVSK (Ras-Blin), est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, à NATZHEILIG (Ras-Blin) au lieu dit " STRUMOR ", en tout cas en France, courant 1943 et 1944, durant les hostilités, en tout cas depuis temps non prescrit, volontairement attenté à la vie du nommé LAUTINGER Wilhelm, par l'effet de substances qui pouvoient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

3^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé KIRCHNER Gottlieb par l'effet de substances qui pouvoient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

4^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé KIRCHNER Rudolf, par l'effet de substances qui pouvoient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

5^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé KIRCHNER Willy par l'effet de substances qui pouvoient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

Les parties ont été invitées à présenter leurs observations.

Après le Président a déclaré les débats terminés, fait connaître les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats qui seront posées aux juges et il a ordonné aux accusés de se retirer.

Les accusés ont été reconduits par l'escorte à la prison ; le tribunal s'est retiré dans la chambre des séances.

Le tribunal délibérera à huis clos et ayant sous les yeux les pièces de la procédure, le Président a posé les questions, conformément à l'article 60 du Code de Justice Militaire, ainsi qu'il suit :

1^{re} question - Le nommé LAUER Eugen, civil de nationalité allemande, au moment des faits déjeuner au bar de la Lutwaffe, professeur d'hygiène à l'Université de STRASBOURG (Bas-Rhin), est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, à KATZWILLER (Bas-Rhin) au lieu dit " STRUMHOF ", en tout cas en France, courant 1944, durant les hostilités, en tout cas depuis temps non prescrit, volontairement attenté à la vie de quarante personnes non identifiées, par l'effet de substances qui pouvaient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

2^e question - Le nommé DICKENHACK OTTO, civil de nationalité allemande, au moment des faits, professeur de Biologie à l'Université de STRASBOURG (Bas-Rhin), est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, à KATZWILLER (Bas-Rhin) au lieu dit " STRUMHOF ", en tout cas en France, courant 1943 et 1944, durant les hostilités, en tout cas depuis temps non prescrit, volontairement attenté à la vie du nommé LAUER Wilhelm, par l'effet de substances qui pouvaient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

3^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé KURZ Gottlieb par l'effet de substances qui pouvaient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

4^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé KURZMÜLLER Rudolf, par l'effet de substances qui pouvaient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

5^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé KURZ Willy par l'effet de substances qui pouvaient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

6^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé MODASY Andronis, par l'effet de substances qui pouvaient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

7^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé MICKSOWIT Adalbert par l'effet de substances qui pouvaient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

8^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé IMPFER Joseph par l'effet de substances qui pouvaient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

9^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé RICHARD Alfred par l'effet de substances qui pouvaient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

10^e question - Le nommé BICKERHAGE Otto, civil de nationalité allemande, au moment des faits, professeur de biologie à l'Université de ST. ETIENNE (Rhône) est-il coupable d'avoir, à NAMUR (Région de Namur) ou lieu dit "WURZER" courant 1943 et 1944, en tout cas en France, durant les hostilités et depuis temps non prescrit, étant national ennemi, causé une maladie au nommé LANDECKER Philipp, en lui administrant volontairement des substances nuisibles à la santé, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

11^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, causé une maladie au nommé LANDECKER Philipp en lui administrant volontairement des substances nuisibles à la santé, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

12^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, causé une maladie au nommé LANDECKER Philipp en lui administrant volontairement des substances nuisibles à la santé, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

13^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, causé une maladie au nommé LANDECKER Philipp en lui administrant volontairement des substances nuisibles à la santé, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

7^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé BICKERSTETH Alfred par l'effet de substances qui pouvaient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

8^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé BICKERSTETH Joseph par l'effet de substances qui pouvaient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

9^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, volontairement attenté à la vie du nommé BICKERSTETH Alfred par l'effet de substances qui pouvaient donner la mort plus ou moins promptement, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

10^e question - Le nommé BICKENBACH Otto, civil de nationalité allemande, au moment des faits, professeur de violon à l'Université de STRASBOURG (Bas-Rhin) est-il coupable d'avoir, à MARSEILLE (Bas-Rhin), au lieu dit "Grenier" courant 1848 et 1849, en tout cas en France, durant les hostilités et depuis temps non prescrit, étant national ennemi, causé une maladie au nommé LANGETTE Philipp, en lui administrant volontairement des substances nuisibles à la santé, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

11^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, causé une maladie au nommé LANGETTE Philipp en lui administrant volontairement des substances nuisibles à la santé, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

12^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, causé une maladie au nommé LANGETTE Philipp en lui administrant volontairement des substances nuisibles à la santé, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

13^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, causé une maladie au nommé LANGETTE Philipp en lui administrant volontairement des substances nuisibles à la santé, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

14^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national ennemi, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, causé une maladie au nommé LANGETTE Philipp en lui administrant volontairement des substances nuisibles à la santé, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

15^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national enemis, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, causé une maladie au nom REICHENBACH Albert en lui administrant volontairement des substances nuisibles à la santé, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre ?

16^e question - Le même est-il coupable d'avoir, étant national enemis, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, causé une maladie à un individu non identifié et désigné P. SCHM... en lui administrant volontairement des substances nuisibles à la santé, ladite infraction, même accomplie à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, n'étant pas justifiée par les lois et coutumes de la guerre.

Il a été voté au Bulletin secret, conformément aux articles 90 et 91 du Code de Justice Militaire, sur chacune de ces questions, ainsi que sur les circonstances atténuantes.

Le Président a dépouillé chaque scrutin en présence des juges du Tribunal, de ces dépouilllements successifs, il résulte que le Tribunal déclare :

- Sur la 1^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

- Sur la 2^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

- Sur la 3^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

- Sur la 4^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

- Sur la 5^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

- Sur la 6^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

- Sur la 7^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

- Sur la 8^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

- Sur la 9^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

- Sur la 10^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

- Sur la 11^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

- Sur la 12^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

- Sur la 13^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du Code de Justice militaire, REICHENBACH est coupable.

sign ou sous un pseudonyme de l'ennemi ou mort, n'ayant pas jouissance par les
lois et coutumes de la guerre.

Il a été voté au bulletin secret, conformément aux articles 90 et 91
du Code de Justice Militaire, sur chacune de ces questions, ainsi que sur les
circonstances atténuantes.

Le Président a débouillé chaque scrutin à présence des juges du Tribunal
de ces débouilllements successifs, il résulte que le Tribunal déclare :

- Sur la 1^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
code de Justice militaire, WAGNER est coupable.

- Sur la 2^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 3^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 4^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 5^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 6^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 7^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 8^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 9^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 10^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 11^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 12^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 13^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 14^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 15^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

- Sur la 16^e question, à la majorité des voix prévue par l'article 90 du
Code de Justice militaire, WICKENBACH est coupable.

Over

9 - CONTROL

A la majorité des voix, il exalte des circonstances atténuantes en faveur de LAURENT.

A la majorité des voix, il exalte des circonstances atténuantes en faveur de TOUREKOV.

Sur quoi, et attendu les conclusions prises par le Conseil d'arrondissement dans ses réquisitions, le Président a lu le texte de la loi et le Tribunal a délibéré sur l'application de la peine, conformément à l'article 31 du Code de Justice Militaire. Le Président a ensuite recueilli les voix, en commençant par le grade inférieur, et a émis son opinion le dernier.

Le Tribunal est entré en séance publique ; le Président a la les motifs qui précèdent et le dispositif ci-dessous :

En conséquence, le Tribunal :

- C O M M A N D E le nommé M A I C K E N N A C H, Otto, disqualifié, à la majorité des voix, à la peine de 15 ANS DE TRAVAIL FORTE, par application des articles 301, 302, 317 alinéa 7, 463 du Code Pénal, 98 du Code de Justice Militaire et de l'ordonnance du 28 Août 1944 relative à la répression des crimes de guerre.

Et vu les articles 46 et 47 du Code Pénal, le Tribunal, après en avoir spécialement délibéré, à la majorité, dispense le condamné de l'interdiction de séjour.

- C O M M A N D E le nommé R A A G E N, Eugen, disqualifié, à la majorité des voix, à la peine de 15 ANS DE TRAVAIL FORTE, par application des articles 301, 302, 498 du Code Pénal et de l'ordonnance du 28 Août 1944 relative à la répression des crimes de guerre.

Et vu les articles 46 et 47 du Code Pénal, le Tribunal, après en avoir spécialement délibéré, à la majorité, dispense le condamné de l'interdiction de séjour.

Le Tribunal a délibéré entre les nommés LEGRAND et WATTEZ, disqualifiés, conjointement et solidairement, aux frais envers l'Etat et, à la majorité, fine au 1 MIL pour chacun d'eux la durée de la contrainte par corps, le tout par application des articles 58 du Code Pénal, 98 du Code de Justice Militaire et de la loi du 24 Juillet 1947, modifiée par l'article 19 de la loi du 30 juillet 1948.

Enjoint au Commissaire du Gouvernement de faire donner immédiatement en sa présence, lecture du présent jugement aux condamnés ayant la garde rassemblée sous les armes ; de les avertir que la loi leur accorde un délai de trois jours francs pour se pourvoir en cassation.

FAIT, clos et jugé dans l'émeute, en séance publique, à LYON, les Jour, mois et an quinquagesima.

En conséquence, la République française NAME et DPO E i tous militaires sur ce requis de mettre ledit jugement à exécution, aux Procureurs généraux et aux Procureurs de la République près les Tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la Force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, le présent jugement a été signé par Je. Membre du Tribunal et par le Greffier.

Signé : MN.....

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le 14 Mai, le présent jugement a été lu, par nous, greffier soussigné, aux condamnés qui ont été, par la par le Commissaire du Gouvernement que l'article 100 du Code de Justice Militaire leur accorde trois jours francs pour se pourvoir en cassation, lesquels commencent à courir de l'expiration du présent jour. Cette lecture faite en présence de la garde rassemblée sous les armes.

Le Commissaire du Gouvernement, signé..... Le Greffier, signé.....

En ce qui concerne BAGEN,

Le présent jugement est devenu définitif le Dix-neuf Mai 1956.

Il a commencé à recevoir son exécution leuit jour

Détention pré-entière du seize novembre 1948.

Le Greffier, signé.....

VU :

POUR COPIE COMMUNIQUE

Le Commissaire du Gouvernement Greffier :



et aux Procureurs de la République après les réquisitions de l'Etat, de l'Assemblée Nationale et des Départements, d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la Force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, le présent jugement a été signé par les Membres du Tribunal et par le Greffier.

Signé : M.

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le 14 Mai, le présent jugement a été lu, par nous, greffier soussigné, aux condamnés qui ont été versés par le Commissaire du Gouvernement que l'article 100 du Code de Justice Militaire leur accorde trois jours francs pour se pourvoir en cassation, lesquels commencent à courir de l'expiration du présent jour. Cette lecture faite en présence de la garde rassemblée sous les armes.

Le Commissaire du Gouvernement, signé..... Le Greffier, signé.....

En ce qui concerne HAAGEN,

Le présent jugement est devenu définitif le Dix-sept Mai 1954.

Il a commencé à recevoir son exécution le dit jour

Détention préventive du seize novembre 1946.

Le Greffier, signé.....

VU :

Le Commissaire du Gouvernement Greffier :



—/—